

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS70542
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 23/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIVESCIA

2 rue Clément Ader
BP 1017
51100 Reims

Références : DT/191-2025

Code AIOT : 0006200813

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2025 dans l'établissement VIVESCIA implanté Rue du Docteur Hérique 55130 Gondrecourt-le-Château. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a permis de vérifier le respect des dispositions imposées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 décembre 2023 (n° 2023-3027).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVESCIA

- Rue du Docteur Hérique 55130 Gondrecourt-le-Château
- Code AIOT : 0006200813
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La coopérative agricole VIVESCIA exploite sur le territoire de la commune de Gondrecourt-le-Château une installation de stockage de céréales (silo), constituée d'un silo béton (n°2) et d'un silo métallique (n°3)

Le contrôle a porté sur les conditions de mise en œuvre des opérations réalisées dans le cadre des "travaux et points chauds"

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
7	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
8	Stockage d'engrais	AP de Mise en Demeure du 08/12/2023, article 1er	Levée de mise en demeure
9	Stockage d'engrais	AP de Mise en Demeure du 08/12/2023, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater, d'une part, que les mesures mises en œuvre lors de la réalisation de travaux par points chauds étaient encadrées et faisaient l'objet d'un suivi par l'exploitant, et d'autre part, que les dispositions fixées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 décembre 2023 étaient respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent
Constats : L'exploitant a identifié sur le site différentes zones en fonction des risques suivants : <ul style="list-style-type: none">- incendie,- explosion,- ensevelissement,- pollution. Les consignes à observer pour ces zones sont mentionnées à la fois dans une procédure globale d'exploitation rédigée le 1 ^{er} juillet 2015 et dans la convention de sécurité. Ces zones sont par ailleurs matérialisées sur un plan daté de janvier 2018, ainsi que sur le site à proximité de celles-ci. Les consignes afférentes à ces dernières sont également affichées à proximité desdites zones.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <p>- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'affichage des consignes d'exploitation et de sécurité a été constatée lors de la visite au niveau des lieux fréquentés par le personnel, notamment au niveau de l'accueil, à l'entrée des silos, dans l'ascenseur.</p> <p>L'exploitant a rédigé une procédure (PRO-15-0001) qui régit l'intervention des entreprises extérieures et impose la rédaction d'une convention de sécurité, d'un plan de prévention et d'un permis de feu, pour les travaux par points chauds.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</p>
<p>Constats :</p> <p>La procédure d'exploitation mentionne spécifiquement l'interdiction de fumer, ainsi que d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf autorisation dûment encadrée par un permis spécifique.</p> <p>L'exploitant ayant opté pour une interdiction totale sur l'intégralité du site, des affichages sont présents sur tout le périmètre, y compris au niveau du portail d'entrée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'archivage qu'il réalise pour les plans de prévention et les permis de feu qu'il délivre pour les travaux par points chauds.</p> <p>En ce qui concerne les plans de prévention, la vérification a porté sur le plus récent rédigé avec la société BRAQUIER pour une intervention réalisée sur le rideau de la fosse n° 2 du 18 au 20 mars 2025. Ce document précise notamment les risques/dangers en lien avec l'intervention réalisée et liste les consignes qu'il convient de respecter dans ce cadre.</p> <p>S'agissant du permis de feu associé à ce plan de prévention, qui a été délivré le 18 mars 2025, celui-ci comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases dangereuses et les risques identifiés, - les moyens de prévention spécifiques et les précaution à prendre, - la nature de l'opération et le matériel mis en œuvre. <p>La consultation d'un second permis de feu délivré le 25 juillet 2024 pour une intervention réalisée au niveau 5 du silo béton, a également permis de constater la présence des informations listées <i>supra</i>.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Travaux et sous traitance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
<p>Constats :</p> <p>Le deux permis de feu examinés dans le cadre de la visite (cf. point n° 4) mentionnent les conditions de recours au prestataire, qu'il soit externe ou interne, ainsi que les risques signalés et les mesures de sécurité à mettre en œuvre au sein de la zone identifiée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : S'agissant des opérateurs/intervenants du site, l'exploitant procède à des formations internes ou externes par des organismes extérieurs. Ces différentes formations servent à délivrer un "passeport habilitation" qui intègre notamment les plans de prévention et permis de feu, la manipulation des extincteurs, les opérations de consignation - déconsignation, les risques industriels, ... Le contrôle documentaire réalisé sur cet aspect a permis de constater que la dernière formation à la manipulation des extincteurs avait été réalisée le 1 ^{er} octobre 2024 et celle en lien avec les plans de prévention/permis de feu le 28 novembre 2024. En ce qui concerne les entreprises extérieures, l'exploitant rédige une convention de sécurité qui intègre une information sur les risques des installations, ainsi que les consignes de sécurité particulières. Au niveau des moyens de lutte, seuls les extincteurs peuvent être mis en œuvre par le personnel des entreprises extérieures. Bien que l'obligation de disposer d'un extincteur ou d'une réserve d'eau soit mentionnée dans le permis de feu délivré à l'entreprise ; l'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de justifier qu'il s'assurait au préalable que les intervenants étaient formés et entraînés à la manipulation de ces équipements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que le personnel des entreprises extérieures qui intervient sur le site dispose d'une formation à la manipulation des extincteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux
Prescription contrôlée :

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.
Constats : L'exploitant a rédigé une consigne spécifique aux travaux par points chauds, qui intègre une vérification et surveillance après la réalisation des travaux. Cette surveillance, qui est effectuée 1 h après la fin du chantier par l'entreprise extérieure, et 2 h après par l'exploitant, est consignée dans le permis de feu délivré à la société.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage d'engrais

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2023, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage extérieur
Prescription contrôlée : La coopérative agricole VIVESCIA est mise en demeure, ... , en stockant l'intégralité des engrais ensachés dans le bâtiment dédié à cet effet en respectant notamment le tonnage maximum de 240 t présenté dans le dossier de 2020/2021...
Constats : Lors de la visite, il a été constaté, d'une part, que la totalité des engrais était stockée dans le bâtiment dédié à cet effet, et d'autre part, que le stock ne représentait que quelques tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Stockage d'engrais

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures d'urgence
Prescription contrôlée : Dans l'attente de la suppression du stock extérieur, le stock sera d'une hauteur maximale de 6 m et maintenu à une distance d'au moins 20 mètres des limites de propriété. Les différentes catégories d'engrais sont isolés les uns des autres selon les dispositions applicables à la catégorie la plus pénalisante. L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est accessible en cas d'accident.
Constats :

Plus aucun sac d'engrais n'étant stocké en extérieur, les mesures d'urgence relatives aux modalités de stockage ne sont plus d'actualité.
En ce qui concerne par ailleurs l'état tenu à jour et le plan général des stockages, l'exploitant avait déjà communiqué les éléments en avril 2024 à la suite de la précédente visite réalisée sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure